

Intervention de la délégation du Mali



Convención sobre el Cambio Climático
Climate Change Convention

6 - 17, DICIEMBRE, 2004
BUENOS AIRES

Merci Mr le Président,

Mr le Président, ma délégation voudrait réitérer sa gratitude au Peuple et au Gouvernement Argentin pour les excellentes conditions offertes à notre session. Le Mali est hélas un des 118 pays les moins avancés Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques, donc figure à ce titre parmi les ~~plus~~ plus pauvres et aussi les plus vulnérables des plus vulnérables.

C'est dire Mr le Président, à quel point l'adaptation est la priorité des priorités.

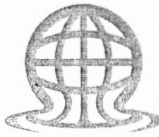
En effet, mon pays subit de façon implacable des effets néfastes des phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations) - qui ~~ont~~ sont devenus plus fréquents au cours des trente dernières années. Il a à peine commencé à gérer les conséquences ~~d'une~~ catastrophiques d'une invasion ^{en 2004} acridienne qu'il doit se préparer à faire face à une nouvelle invasion dès le mois de Juin 2005.

C'est pourquoi il est essentiel que les besoins urgents et prioritaires d'adaptation identifiés par le Programme National d'Adaptation (PANA) soient financés au coût total par le Fonds des Pays les Moins Avancés.



MINISTERIO de
SALUD y
AMBIENTE
de la NACIÓN

UNFCCC



Convención sobre el Cambio Climático
Climate Change Convention

6 - 17, DICIEMBRE, 2004
BUENOS AIRES

Pour ma délégation, l'intégration des changements climatiques dans les plans de développement est une nécessité incontournable mais doit être ^{effectivement} réalisée de façon progressive et sur le long terme, en tenant des capacités respectives des pays.

En conclusion, Mr le Président la Convention et le Protocole peuvent contribuer de façon significative au développement durable de pays en développement. Mais il faudra pour cela que chaque Partie joue son rôle : les pays en développement en créant les conditions institutionnelles, réglementaires et juridiques pour tirer le meilleur parti des dispositions de la Convention et du Protocole ;

- les pays développés en respectant leurs engagements de fournir les ressources financières nécessaires au développement des capacités, à l'accès aux technologies propres et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre tels que prévu dans le Protocole de KYOTO en vertu du principe des responsabilités communes mais différenciées.

Merci de votre attention -



MINISTERIO de
SALUD y
AMBIENTE
de la NACIÓN

UNFCCC